



Déclaration du Comité Départemental de l'UD FO 75, réuni le 7 décembre 2020

RETRAIT DE LA LOI SUR LA « SÉCURITÉ GLOBALE » ! ARTICLE 24 OU PAS, ON N'EN VEUT PAS ! POUR LA DEFENSE DE NOS DROITS SOCIAUX ET DE NOS LIBERTES DEMOCRATIQUES

Le CD de l'Union Départementale FO 75, qui a réuni le 7 décembre 2020, plus de 100 délégués, a fait le point sur la situation sociale. Les manifestations qui ont eu lieu ces dernières semaines, notamment celle du 28 novembre qui a réuni 200 000 manifestants dans les rues de Paris, prouvent, s'il en était besoin, la volonté des salariés et des jeunes de ne pas accepter que les libertés démocratiques soient remises en cause au prétexte de la crise sanitaire.

La tentative du gouvernement de faire passer, coûte que coûte, ses plans de remise en cause des droits, par la force, y compris dans la rue en utilisant tous les moyens de répression se heurte à la résistance acharnée des salariés et des jeunes. Le Comité Départemental condamne avec la plus grande fermeté les violences policières, dont les dernières en date avec l'interdiction de fait de manifester samedi 5 décembre.

La puissante grève des assistants d'éducation (AED) dans les établissements scolaires pour exiger le recrutement de personnels mardi dernier, les assemblées générales et les manifestations qui, malgré le « reconfinement », se poursuivent dans les universités pour exiger la réouverture des universités et l'abrogation de la loi de programmation et de la recherche (LPR), la mobilisation des personnels sociaux et médico-sociaux pour exiger l'augmentation de salaire de 183€ pour tous constituent des indications sérieuses de la résistance en cours, que l'UD FO 75 appuie totalement.

Il y a un an, presque jour pour jour, débutait la plus grande grève des agents de la SNCF et de la RATP que ce pays a connu dans son histoire, pour exiger le retrait de la contre-réforme Macron sur les retraites : aujourd'hui, le gouvernement prétend vouloir l'appliquer avant la fin du quinquennat ! INACCEPTABLE !

Le CD de l'UD FO 75 condamne la politique de ce gouvernement qui se refuse à protéger la santé des salariés, de l'épisode du manque des tests et de masques, jusqu'à la cacophonie des vaccins, en passant par le maintien de la scandaleuse asphyxie de l'hôpital, des fermetures de lits dont la fermeture du service des urgences de l'Hôtel Dieu en pleine crise de la COVID est une parfaite illustration.

A ce titre, le CD de l'UD FO 75 considère que la décision de réouverture de ce service dans la situation sociale que nous traversons est un recul de la Mairie de Paris, de direction de l'AP-HP et du ministère, qui sont tous deux obligés de tenir compte de la colère qui monte parmi les salariés et plus globalement dans la population.

Malgré la répression et les entraves aux libertés démocratiques, les salariés, les jeunes ne sont en rien résignés. Ils veulent stopper l'entreprise destructrice engagée par un gouvernement isolé, dont la plupart des décisions sont prises par un « obscur » conseil de défense.

Résister, revendiquer, reconquérir, c'est le triptyque sur lequel s'appuient les militants Force Ouvrière. Pour ce faire le CD de l'UD FO 75 exige le rétablissement de tous les droits démocratiques, à commencer par le droit de manifester que le gouvernement tente de nous arracher.

Aussi le CD de l'UD FO 75 revendique :

- **Retrait de la loi « sécurité globale »**
- **Retrait de la loi sur l'indemnisation du chômage, arrêt des licenciements et du recours abusif au chômage partiel par les employeurs**
- **Retrait définitif de la contre-réforme des retraites par points**

OUI A LA SECURITE SOCIALE, NON A LA SECURITE GLOBALE
ARRET DES VIOLENCES POLICIERES, LEVEE DE L'ETAT D'URGENCE
MAINTIEN DE TOUS LES DROITS, DES LIBERTES DEMOCRATIQUES, DU DROIT DE MANIFESTER
NON A LA CASSE DES SERVICES PUBLICS

Pour porter ces revendications, le CD de l'UD FO 75 invite ses syndicats à convoquer les réunions de syndiqués, les AG des personnels.